

Le Bureau International des Droits humains - Action Colombie représente un réseau de plus de 30 organisations européennes. Depuis son siège de Bruxelles, il accompagne les initiatives de la société civile colombienne visant au respect intégral des Droits humains et du Droit International Humanitaire ainsi qu'une issue négociée au conflit armé.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruxelles, le 7 mars 2012

Journée Mondiale de la Femme

Nous demandons à l'UE qu'elle prenne ses responsabilités vis-à-vis des femmes victimes de la guerre en Colombie

- Le viol est utilisé comme arme de guerre dans le cadre du conflit armé en Colombie.
- Selon la Cour constitutionnelle colombienne, il y a un lien direct entre les déplacements et la violence sexuelle. Elle a ordonné que le gouvernement prenne des mesures pour protéger les femmes mais jusqu'à aujourd'hui, rien n'a été fait.
- Oidhaco demande au gouvernement qu'il invite en Colombie la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence faites aux femmes et la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits.
- Oidhaco demande à l'UE d'appliquer les lignes directrices de l'Union sur les violences contre les femmes.

Bruxelles, le 7 mars 2012.

A l'occasion de la **Journée Mondiale de la Femme**, Oidhaco appelle l'UE à prendre ses responsabilités vis-à-vis des femmes victimes de la guerre en Colombie. Les femmes colombiennes sont devenues une des collectivités les plus menacées et oubliées du conflit colombien. Le viol est utilisé par les acteurs armés du conflit comme arme de guerre. Oidhaco, ainsi que les organisations de défense des Droits humains colombiennes, sont surprises par l'absence de mesures de protection spécifiques en leur faveur et du silence gardé par le gouvernement colombien et la communauté internationale face à ce drame.

La femme est doublement vulnérable dans tous les conflits. Les agressions contre son corps, utilisé comme champ de bataille, sont généralement passées sous silence tant par les Etats que par les victimes elles-mêmes. Ces dernières agissent ainsi en raison de la terreur et de la honte. Les coupables s'appuient sur cette réalité pour semer la terreur sur les femmes et les communautés, protégées par l'impunité. La situation en Colombie est absolument dramatique. Selon une étude menée par Oxfam, entre 2001 et 2009, 489.687 femmes ont été victimes directes de violence sexuelle, c'est-à-dire six femmes par heure. En mars 2011, la Haute Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme a appelé le Procureur général de la Nation à «adopter une politique systématique d'investigation des cas de violence sexuelle et à avancer rapidement dans les investigations en cours concernant les plaintes déposées». Cependant, l'impunité reste élevée et - comme le mentionne le nouveau rapport de la Haute Commissaire - «seuls 4 cas sont arrivés à l'étape du jugement sur les 183 sur lesquels la Cour constitutionnelle dans son arrêt 92 en 2008 avait ordonné au Parquet d'enquêter dans des délais les plus courts possibles».

Le Défenseur du Peuple de Colombie, le 9 février passé, a dénoncé spécifiquement la violence sexuelle exercée contre les leaders qui réclament la restitution des terres. Cleiner Almanza, dirigeante de l'organisation «Population déplacée des Montes de María», située au nord de la Colombie, a dénoncé publiquement le viol dont elle a été victime le 29 janvier à Bogota. Lors de l'intervention du Défenseur du Peuple, Ana Angélica Bello, une autre dirigeante du programme de restitution des terres, a souligné que «sur les quinze femmes qui sont soutenues par les services du Défenseur du peuple, quatre ont été violées». Elle a aussi dénoncé le fait que les paramilitaires «préfèrent maintenant violer les femmes plutôt que de les tuer, afin de dénigrer leur auto-estime et obtenir qu'elle renonce à la lutte pour la restitution des terres».

Oidhaco demande au gouvernement colombien d'appliquer les recommandations du système des Nations Unies liées aux droits des femmes et d'inviter en Colombie la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence faites aux femmes et la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits. Vincent Vallies, porte parole de Oidhaco, rappelle également à l'UE «qu'il y a un an que nous demandons un soutien public en faveur des femmes victimes de la guerre en Colombie; et nous ne voyons rien venir jusqu'à présent. Nous

rappelons que l'UE et ses Etats membres sont dans l'obligation d'appliquer, les directives de l'Union sur les violences contre les femmes».